

Unité départementale de la Vendée
Cité administrative Travot
10, rue du 93° RI – Bâtiment A2
85000 LA ROCHE SUR YON

LA ROCHE SUR YON, le 17 Novembre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/11/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ATLANTIC INDUSTRIE

ZI Nord - Rue Monge
BP 65
85000 La Roche-sur-Yon

Code AIOT : 0006301040

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/11/2022 dans l'établissement ATLANTIC INDUSTRIE implanté ZI Nord - Rue Monge BP 65 85000 La Roche-sur-Yon. L'inspection a été annoncée le 10/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'est inscrite dans le cadre de l'examen d'une plainte de bruit, déposée par des riverains, demeurant dans le lotissement situé à l'ouest du site. Cette plainte vise en particulier les émissions sonores du site, de jour comme de nuit, et mentionne notamment le bruit généré par le bennage des ferrailles et par des alarmes sonores.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ATLANTIC INDUSTRIE
- ZI Nord - Rue Monge BP 65 85000 La Roche-sur-Yon
- Code AIOT : 0006301040
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Atlantic Industrie exerce des activités de fabrication d'appareils de chauffage (chauffe-eau, convecteurs électriques, etc.) et de cartes électroniques, autorisées par arrêté préfectoral du 7 février 2012. Le site comprend notamment des installations de travail des métaux (rubrique 2560), de traitements de surfaces (rubrique 2565-2) et d'application de peinture poudre (rubrique 2940-3).

Le thème de visite retenu est le suivant :

- émissions sonores

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Bruit – respect des VLE	Arrêté Préfectoral du 07/02/2012, article 6.2	/	Sans objet
3	Bruit – Dispositions générales	Arrêté Préfectoral du 07/02/2012, article 6.1.1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Bruit – programme de surveillance	Arrêté Préfectoral du 07/02/2012, article 8.2.6	/	Sans objet
4	Bruit – utilisation d'alarmes/sirènes	Arrêté Préfectoral du 07/02/2012, article 6.1.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite de contrôle a permis de constater qu'au niveau du lotissement voisin, d'où est issue la plainte, les émissions sonores sont conformes. Toutefois, afin de limiter les nuisances sonores ressenties par les riverains de l'usine, l'exploitant doit formaliser et s'assurer du respect de l'engagement qu'il avait pris en 2019, de supprimer les activités les plus bruyantes au niveau de la zone déchets, en période nocturne. En outre, il est demandé à l'exploitant d'étudier les possibilités de limitation des nuisances liées à l'utilisation d'alarmes/avertisseurs, sans préjudice des impératifs de sécurité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Bruit – programme de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2012, article 8.2.6
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant fait réaliser, tous les trois ans, une campagne de mesures de bruit, selon la méthode définie dans l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997.
Constats : Aucun écart constaté. La dernière campagne de mesures de bruit a été réalisée du 11 au 12 octobre 2022, par l'organisme de contrôle Dekra, selon la méthode en vigueur. Cette campagne a été réalisée après la finalisation des derniers travaux de modification du site (notamment l'implantation du restaurant d'entreprise et d'une rampe d'accès au sud du site). Dans ce cadre, un point en zone à émergence réglementée (dans le lotissement localisé à l'ouest du site, d'où est issue la plainte) et sept points en limites de site, ont été retenus.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Bruit – respect des VLE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2012, article 6.2
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Niveaux sonores maximaux en limites de site : <ul style="list-style-type: none">- période de jour : 70 dB(A)- période de nuit : 60 dB(A) Émergences maximales dans les ZER : <ul style="list-style-type: none">- période de jour, si niveau de bruit ambiant compris entre 35 et 45 dB(A) : 6 dB(A)- période de jour, si niveau de bruit ambiant supérieur à 45 dB(A) : 5 dB(A)- période de nuit, si niveau de bruit ambiant compris entre 35 et 45 dB(A) : 4 dB(A)- période de nuit, si niveau de bruit ambiant supérieur à 45 dB(A) : 3 dB(A)
Constats : Le rapport daté du 14 octobre 2022, relatif à la campagne de mesures de bruit réalisée du 11 au 12 octobre 2022, met en évidence un dépassement du niveau sonore en limite nord-ouest du site, au niveau du point L1, en période nocturne. Pour ce point et cette période, le niveau sonore atteint ainsi 61,5 dB(A), pour un niveau limite de 60 dB(A). Ce point est toutefois situé au nord-ouest du site, au niveau du croisement de la voie de chemin de fer et de la RD160, à plus de 200 m du lotissement d'où est issue la plainte. Ce dépassement n'est donc pas susceptible d'être à l'origine de nuisances sonores pour les riverains. Il s'agit cependant d'un écart que l'exploitant devra lever. Le rapport de mesures conclut au respect des autres niveaux sonores et des émergences. En ce qui concerne en particulier la zone à émergence réglementée située dans le lotissement, l'émergence atteint 4 dB(A) en période diurne (pour une émergence limite de 5 dB(A)), et 2,5 dB(A) en période nocturne (pour une émergence limite de 4 dB(A)).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Bruit – Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2012, article 6.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits [...] susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.</p> <p>Constats : À la suite d'une précédente plainte, reçue en 2019, l'exploitant s'était engagé à stopper le bennage de déchets métalliques, ainsi que des autres opérations bruyantes au niveau de la zone déchets, en période nocturne. Au vu de la plainte reçue en 2022, il apparaît que cette consigne n'a pas été pleinement respectée, en particulier au cours de l'été 2022. Lors de la visite, il a été constaté qu'aucun document rappelant cette consigne n'est affiché dans la zone déchets.</p> <p>Il est donc considéré que l'exploitant ne prend pas toutes les dispositions pour limiter les nuisances sonores pour les riverains, ce qui constitue un écart.</p> <p>Observations : Il est demandé à l'exploitant de formaliser, par une consigne affichée au niveau de la zone déchets, l'interdiction de réaliser, de 22h à 7h, des opérations les plus bruyantes au niveau de la zone déchets du site. Il appartiendra à l'exploitant de s'assurer de la bonne application de cette consigne.</p> <p>Cette interdiction pourra être imposée dans un prochain arrêté préfectoral complémentaire.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Bruit – utilisation d'alarmes/sirènes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2012, article 6.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, hauts-parleurs, etc.) gênants pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.</p> <p>Constats : Au niveau de la zone déchets, les alarmes de recul des poids-lourds et des engins de manutention sont susceptibles de créer une nuisance pour les riverains. Toutefois, s'agissant de dispositifs de sécurité nécessaires à la prévention des accidents, il ne s'agit pas d'un écart.</p> <p>Observations : Malgré l'absence d'écart constaté et afin de limiter au maximum les émissions sonores, il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection, dans un délai maximal de trois mois, un récapitulatif des moyens envisageables pour limiter les nuisances dues à ces alarmes/avertisseurs, sans préjudice des impératifs de sécurité. À titre d'exemple, la mise en place d'alarmes « cri de lynx » sur les engins de manutention, pourrait être étudiée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet